

Jean-François Bayart

Professeur à l'IHEID (Genève), titulaire de la chaire Yves Oltramare « Religion et politique dans le monde contemporain »

### **L'Iran, Etat voyou ?**

En 1979, la République islamique d'Iran est entrée avec fracas sur la scène internationale en prenant en otages les diplomates de l'ambassade américaine à Téhéran, ce « nid d'espions ». Tout au long des années 1980, elle a recouru à des attentats et des kidnappings. Déjà la recherche française avait payé un lourd tribut à cette stratégie. L'un de ses plus brillants spécialistes de la région, Michel Seurat, ne survécut pas à sa séquestration par le Hezbollah libanais, qui agissait en service commandé pour le compte de l'Iran et de la Syrie.

Il s'agissait à l'époque d'une réponse du faible au fort. L'Irak avait envahi l'Iran, et bénéficiait du soutien diplomatique et militaire de la plupart des pays arabes et occidentaux, dont la France. Confrontée à une menace mortelle, la République islamique faisait feu révolutionnaire de tout bois. Mais ses agissements étaient également indissociables de la lutte politique au sein des nouvelles institutions, la révolution dévorant là comme ailleurs ses propres enfants.

Depuis les années 1990, la République islamique s'est embourgeoisée. Elle est entrée dans sa phase thermidorienne de professionnalisation en classe politique de son élite révolutionnaire, et de l'enrichissement forcené de cette dernière, si l'on reprend la définition de Thermidor par l'historien genevois Bronislaw Baczsko. Elle a étendu son influence dans la région en bénéficiant des incroyables erreurs de jugement que les Etats-Unis et les autres pays occidentaux ont commises. Soumis à un régime de sanctions internationales auquel Washington n'a jamais renoncé, en dépit de la signature de l'accord de Lausanne sur le nucléaire, en 2015, et que sa dénonciation par Donald Trump a encore aggravé, l'Iran demeure un Etat paria.

Il en garde donc les pratiques. Nulle contradiction, en cela, avec son évolution thermidorienne. N'oublions pas que le Directoire, en France, fut militairement aventuriste, autant qu'économiquement prédateur. Funeste erreur que de l'avoir oublié. Funeste erreur, encore, que de refuser à l'Iran ses intérêts légitimes dans la région, au prix d'une asymétrie sémantique parfois comique. On parle de ses « ingérences » au Moyen-

Orient, mais de la « présence française » au pays du Cèdre, tout en passant sous silence la pression militaire de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis sur leurs voisins, ou l'occupation américaine de l'Irak et de l'Afghanistan.

Acculé, l'Iran en revient donc à des méthodes qui doivent plus à l'activisme bolchevique de la révolution de 1979 qu'à l'islam. Bombardement des installations pétrolières saoudiennes pour remercier Donald Trump du limogeage du faucon John Bolton, en septembre. Attaque populaire de l'ambassade américaine à Bagdad, en guise de message subliminal, à la suite du bombardement par les Etats-Unis des bases de la principale milice pro-iranienne en Irak, le 31 décembre. Et arrestation arbitraire de deux chercheurs français, Fariba Adelkhah et Roland Marchal, par les Gardiens de la Révolution, le 5 juin, pour encourager Emmanuel Macron dans sa médiation entre Téhéran et Washington.

Cette dernière péripétie prend un tour tragique avec la grève illimitée de la faim de Fariba Adelkhah et d'une autre universitaire, Kylie Moore-Gilbert, Australienne détenue depuis plus d'un an, dans un contexte de montée aux extrêmes qu'a créé l'exécution extra judiciaire du général Soleimani sur ordre de Donald Trump. C'est en réalité une quinzaine de chercheurs et de professeurs occidentaux qui croupissent dans les geôles iraniennes sous prétexte d'accusations fantaisistes d'espionnage et autres atteintes à la sécurité de l'Etat. Nombre approximatif car tous les cas ne sont pas divulgués, ni même peut-être connus. Les universitaires sont des proies faciles. Ils sont sur le terrain et, anti-impérialisme oblige, sont toujours soupçonnés d'être des agents de l'étranger, comme l'avait déploré Fariba Adelkhah elle-même dans une lettre ouverte au président Mahmoud Ahmadinejad, en 2009. En outre, ils ne disposent pas des mêmes relais médiatiques que les journalistes ni des mêmes protections juridiques que les diplomates. Encore que les événements de Bagdad ou les pressions exercées sur les activités culturelles de l'ambassade de France à Téhéran relativisent ces dernières, comme un sinistre rappel de la crise des otages de 1979.

Mais les universitaires n'ont pas à être les idiots utiles de la politique étrangère. Dès lors que l'Iran menace leur intégrité physique, il est grand temps de suspendre toute forme de coopération scientifique institutionnelle avec lui pour le ramener à la raison, celle de ses intérêts bien compris. Car Téhéran a besoin de cette dernière, notamment dans le domaine des sciences « dures » et de l'archéologie – on aura deviné que les Gardiens de la Révolution sont assez peu sensibles aux charmes délétères des sciences

sociales. L'argument selon lequel nous abandonnerions nos collègues iraniens aux griffes de la répression est irrecevable. Ni en Iran ni ailleurs la coopération scientifique n'a protégé les chercheurs de la police politique. L'autre argument selon lequel cette mesure affaiblirait les « bons » réformateurs en butte aux « méchants » conservateurs n'est pas plus crédible. Que l'on sache, l'Iran n'a qu'un siège aux Nations-unies, et doit respecter les textes internationaux dont il est signataire. L'Iran n'a qu'un chef d'Etat, Ali Khamenei, et qu'un seul président de la République, Hassan Rohani. Durement frappée par la détention kafkaïenne de Fariba Adelkhah et Roland Marchal, la France doit prendre l'initiative d'une coalition des pays dont l'Iran détient en gage des universitaires pour constituer un front uni et exiger leur libération inconditionnelle, mesures de rétorsion à l'appui.